

Nantes, le 01 octobre 2026

Depuis plusieurs semaines, nous suivons avec la plus grande attention les rumeurs persistantes autour d'un potentiel projet de reprise du FC Nantes.

Nous le répétons depuis trop longtemps : la direction actuelle a mené le FC Nantes dans une impasse. Par incompétence, par ego et à force de décisions désastreuses, elle n'est aujourd'hui plus capable de l'en sortir.

Une évidence s'impose donc : le FC Nantes doit changer de propriétaire.

Mais pas à n'importe quel prix. Et surtout, pas pour troquer la peste pour le choléra.

Les combats que nous menons depuis des années répondent à un seul intérêt : celui du FC Nantes. Nous ne fermerons pas les yeux sur les risques que pourrait représenter un éventuel repreneur simplement parce qu'il mettrait fin à l'ère Kita. Si un projet de rachat nous semble dangereux pour le club, nous le dirons. Sans complaisance, et quels que soient les acteurs concernés.

Depuis plusieurs semaines, nous recueillons des informations et recoupons des éléments autour, notamment, du projet porté par M. Tavares à travers Phenix Sport Invest. Et ce que nous découvrons nous inquiète sérieusement.

Nous nous interrogeons aussi bien sur la consistance et le sérieux du projet que sur sa solidité financière. Et à mesure que nos recherches avancent, les interrogations s'accumulent plutôt qu'elles ne disparaissent.

Une simple recherche permet notamment de consulter les statuts des différentes sociétés aujourd'hui aux manettes de ce projet. Des structures créées récemment, dont la consistance et les moyens interrogent au regard de l'ampleur d'une opération de reprise du FC Nantes.

Le montant de la levée de fonds évoquée nous interpelle également au regard des personnalités annoncées autour de la table. Les différentes versions des documents destinés à convaincre de potentiels investisseurs, comme les multiples échanges de M. Tavares avec une grande partie de l'écosystème nantais, font par ailleurs apparaître des promesses de rentabilité opérationnelle et de valorisation des joueurs qui nous semblent particulièrement difficiles à justifier. Le FC Nantes ne peut pas être construit sur des projections hasardeuses et des promesses de trading de joueurs.

Il y a peu encore, le projet porté par M. Tavares semblait également reposer en partie sur deux opérations immobilières présentées comme des « garanties ». Là encore, nos recherches soulèvent davantage de questions qu'elles n'apportent de réponses.

Le site du premier projet, situé en région parisienne, fait face à de nombreux recours juridiques susceptibles de sérieusement compliquer son exploitation.

Le second concerne directement le territoire nantais et aurait été présenté comme déjà acté. Dès lors, deux possibilités existent : soit des engagements ont effectivement été pris autour d'un projet immobilier à proximité de la Beaujoire et les collectivités concernées doivent s'en expliquer ; soit aucun accord n'existe et ce projet a été présenté abusivement comme acquis.

Nous constatons par ailleurs que ces projets immobiliers ont aujourd'hui disparu de la version du projet accessible en ligne.

Pourquoi ?



Lorsque des actifs sont présentés comme des garanties financières censées contribuer à la pérennité d'un club comme le FC Nantes, leur apparition puis leur disparition ne peuvent être considérées comme un détail.

L'avenir du FC Nantes est trop important pour être abandonné aux zones d'ombre.

C'est pourquoi nous nous indignons aujourd'hui du silence de la Ville de Nantes et des élus de Nantes Métropole.

La collectivité n'est pas un simple spectateur. Les liens contractuels concernant le stade de la Beaujoire et le centre d'entraînement lui confèrent une responsabilité particulière, qui vient s'ajouter à celle des élus lorsqu'il est question de l'avenir d'un des monuments du patrimoine nantais.

Nous attendons donc des réponses.

Et qu'en est-il des acteurs économiques qui gravitent depuis des années autour du FC Nantes ? Qu'en est-il notamment des partenaires actuels du club ?

Après avoir trop longtemps fermé les yeux sur la gestion calamiteuse de la famille Kita, sont-ils prêts à regarder ailleurs une nouvelle fois, quelles qu'en soient les conséquences ?

Nous voulons croire que le contrôle exercé par la DNCG permettra d'étudier avec toute la rigueur nécessaire les capacités financières de tout éventuel repreneur. Mais l'histoire récente du football français nous interdit toute naïveté. Des clubs historiques ont payé au prix fort des reprises mal préparées, des garanties insuffisantes ou des projets qui n'avaient pas la solidité annoncée.

Le FC Nantes ne doit pas être le prochain.

Personne ne pourra prétendre ne pas avoir été informé. Et si le FC Nantes devait demain se retrouver engagé dans une situation susceptible de mettre son avenir en péril, chacun devra alors assumer sa part de responsabilité.

L'institution FC Nantes et ses supporters ont déjà beaucoup trop souffert de décisions prises sans considération pour l'histoire, l'identité et l'avenir du club. Nous refusons de subir une nouvelle fois une situation qui nous tirerait collectivement vers le bas. Nous serons donc, à notre échelle, extrêmement vigilants et d'une grande intransigeance à l'égard de tout projet de rachat du FC Nantes.

Nous voulons un changement de propriétaire. Pas à n'importe quel prix. Notre club n'est ni un jouet, ni un actif financier que l'on achète, revend ou utilise au gré d'intérêts personnels.

Le FC Nantes est un patrimoine, une histoire et une institution. Et son avenir mérite infiniment mieux que des promesses et des zones d'ombre.

BRIGADE LOIRE 1999

